

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 10/02/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Grand Lyon - DECHETERIE VENISSIEUX**

20 RUE DU LAC  
69003 Lyon

Références : UDR-SSDAS-26-52-FP  
Code AIOT : 0056901082

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement Grand Lyon - DECHETERIE VENISSIEUX implanté 2 AVENUE JEAN MOULIN 69200 Vénissieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Grand Lyon - DECHETERIE VENISSIEUX
- 2 AVENUE JEAN MOULIN 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0056901082
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Vénissieux est sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole de Lyon (exploitant ICPE)

et exploitée par la société SERFIM.

Située au Sud de la commune à proximité de zones d'habitat dense et d'équipements publics d'intérêt collectifs (hôpitaux,...), elle réalise des activités de collecte de déchets non-dangereux (encombrants, papiers / cartons, végétaux / bois, gravats,...) et dangereux (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques, DMS, piles, batteries, lampes,...), relevant respectivement du régime de l'enregistrement et de la déclaration contrôlée, au titre de la rubrique 2710 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Les déchets collectés sur site sont ensuite acheminés vers des filières de traitement adaptées (exutoires) par le biais de sociétés prestataires : sociétés SERDEX pour les gravats, société RACINE pour les végétaux, société SERDEX pour les plâtres et bois, société ENVIE pour les D3E, société GR (ex-RDS) pour les encombrants (séparation ultérieure entre incinérable et résiduel), société SARPI pour les huiles de fritures / solvants / peintures / batteries au plomb, société FAURE pour les huiles de vidange, société COREPILE pour les piles usagées, société PAPREC pour le mobilier et papiers /cartons, société PURFER pour les métaux.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                      | Référence réglementaire                                  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Suites IIC du 02/05/19 – Séparateur à hydrocarbures – réseau séparatif | Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2 Annexe I 5.2 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 1 mois                |
| 3  | Suites IIC du 02/05/19 – Installations électriques                     | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19             | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 1 mois                |
| 4  | Plan de Défense Incendie (PDI)                                         | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1           | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 6  | Evacuation des encombrants, matériaux ou produits                      | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 44             | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 2 mois                |
| 7  | Stockage DEEE                                                          | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-1           | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                   | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Suites IIC du 02/05/19 – Mesures de la qualité des eaux résiduaires | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35 | Sans objet        |
| 5  | Traçabilité des déchets sortants                                    | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort principalement 3 constats de l'inspection du 30/01/2026 de la déchetterie de Vénissieux :

- en premier lieu, une problématique d'intrusion sur site, impactante sur les conditions de stockage des déchets, qui nécessite la mise en œuvre à court terme d'actions de mise en sécurité et la mobilisation des budgets correspondant, afin de prévenir tout incident avec de potentielles conséquences pour l'environnement ;
- en second lieu, la différenciation des encombrants (valorisation et élimination) non effective sur site, malgré les enseignements du sinistre du site exutoire GR à Saint Priest en 2024. La démarche de différenciation (duplication des bennes) doit être initiée dans les meilleurs délais ;
- enfin, le Plan de Défense Incendie du site, non formalisé et avec des compléments à apporter (notamment, mise à disposition du SDNIS de l'état des matières stockées et réalisation d'exercices incendie).

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suites IIC du 02/05/19 – Séparateur à hydrocarbures – réseau séparatif**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2 Annexe I 5.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en place d'un séparateur à hydrocarbures                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>5.2. Réseau de collecte<br><br>Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de l'installation.<br><br>Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an.</p> <p>Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le réseau de collecte est de type séparatif (vérification sur plan) ;</li> <li>- les eaux pluviales collectées sont traitées par un décanteur-déshuileur avant rejet ;</li> <li>- présentation du justificatif du curage et nettoyage du décanteur séparateur depuis moins d'un an (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><u>Réseau séparatif</u><br/>Le plan des réseaux sur site a été transmis en amont de l'inspection par l'exploitant. Le réseau d'eaux usées n'y figure pas.</p> <p><u>Séparateur à hydrocarbures</u><br/>D'après le plan fourni, un débourbeur-déshuileur est présent sur site (débourbage puis relevage, puis passage dans déshuileur). Curé en 2025 par RAY ASSAINISSEMENT puis envoyé chez la société SARP à Chasse en tant que déchet dangereux sous le code 13 05 02* (boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures).</p>                                                                                                                        |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à la Métropole de Lyon de transmettre le plan des réseaux actualisé avec le réseau d'eaux usées interne, en version native, non scannée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 2 : Suites IIC du 02/05/19 – Mesures de la qualité des eaux résiduaires**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evaluation de la qualité des eaux résiduaires</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Valeurs limites de rejet.</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> |

- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C ;

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

- matières en suspension : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- DBO5 : 800 mg/l.

Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- matières en suspension : 100 mg/l ;
- DCO : 300 mg/l ;
- DBO5 : 100 mg/l.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

- indice phénols : 0,3 mg/l ;
- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;
- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;
- AOX : 5 mg/l ;
- arsenic : 0,1 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;
- métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le dernier rapport de mesures réalisé par SETEC en 09/2025 (intervention en mai 2025). Ce dernier précise que le local DDS dédié à la réception des déchets dangereux est sur rétention afin de limiter les déversements.

Le rapport ne fait pas état de dépassements des valeurs limites applicables.

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

**N° 3 : Suites IIC du 02/05/19 – Installations électriques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité des installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.<br><br>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le rapport d'intervention de la société ACRITEC de novembre 2025.<br><br>Trois observations concernent les zones d'exploitation « stockage » et « extérieur », rendant non-conformes les installations électriques du site et pouvant être à l'origine de risques pour les biens et les personnes.<br><br>L'exploitant n'a pour le moment pas entrepris d'actions correctives.                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>La Métropole de Lyon transmettra un échéancier pour la réalisation des actions correctives nécessaires.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 4 : Plan de Défense Incendie (PDI)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réalisation d'un PDI                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. Plan de défense contre l'incendie.<br><br>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. |

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 3 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des zones de réception de déchets, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes ; »
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

[...]

Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

[...]

### Constats :

Différents éléments constitutifs du Plan de Défense contre l'Incendie (PDI) du site, non formalisé à date, ont été transmis en amont par la Métropole.

Le plan formalisé doit être transmis au SDNIS. La Métropole doit également prévoir la mise à disposition en entrée de site, ou par tout autre moyen adapté, l'état des matières stockées (boîtier avec QR Code par exemple).

Le site dispose d'un schéma d'alerte incendie type du groupe SERFIM, seulement pour les heures ouvrées. Le directeur d'exploitation signale être en situation d'astreinte permanente. Le site n'affiche pas à l'extérieur de numéro dédié à l'heure actuelle (peut être via un QR Code dédié).

Le plan des réseaux transmis en amont recense les éléments utiles pour la gestion d'un sinistre. En lien avec le point de contrôle précédent, la Métropole envisage de mettre à jour ce plan.

Concernant la justification de la compétence des opérateurs sur site, SERFIM présente le parcours d'habilitation mis en place pour le personnel titulaire : risques liés aux déchets dangereux, SST (secouriste), EPI (extincteurs), formation AT-RVD (agent de déchetterie, réalisée avant l'arrivée de l'agent en déchetterie). Toutefois, les fréquences de recyclage ne sont pas indiquées.

Une « causerie » est réalisée tous les mois sur la prévention des risques et la sécurité, avec demande participation active des opérateurs.

Concernant les exercices incendie avec ou sans le SDNIS et avec compte-rendu, aucun n'a été réalisé ni planifié par la Métropole et SERFIM car non prévu au marché actuel.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

À l'aune des constats précédents, il est demandé à la Métropole :

- de formaliser le PDI et de le transmettre au SDNIS et à l'Inspection des installations classées, en précisant les modalités de mise à disposition de l'état des matières stockées ;
- de transmettre la fréquence de recyclage des formations, notamment incendie, dispensées aux opérateurs de la déchetterie. Le plan de formation doit être formalisé dans le PDI ;
- de planifier un exercice incendie avec compte-rendu, avant la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2026. Dans ce cadre, la DREAL conseille à la Métropole de solliciter le SDNIS. Par la suite, un exercice sera réalisé tous les 3 ans pour le site de Vénissieux (et par extension, pour chaque déchetterie métropolitaine).

Type de suites proposées : Avec suites

|                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                              |

**N° 5 : Traçabilité des déchets sortants**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets sortants                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Déchets sortants.</p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titre Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.</p> <p>I. Registre des déchets sortants.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition ;</li> <li>- le nom et l'adresse du destinataire ;</li> <li>- la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li> <li>- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;</li> <li>- l'identité du transporteur ;</li> <li>- le numéro d'immatriculation du véhicule ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le suivi des tonnages en déchets dangereux pour l'année 2025. Ce suivi, consistant à sommer le flux maximal collecté durant l'année avec les flux non-collectés ce même jour, indique une quantité maximale de 6,2 tonnes, sous le seuil de 7 t pour l'autorisation au titre la rubrique 2710-1-a.</p> <p>Concernant les déchets non-dangereux, SERFIM a présenté une extraction du logiciel ACCESS pour l'année 2025. Les principaux items réglementaires y étaient présents.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |

**N° 6 : Evacuation des encombrants, matériaux ou produits**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 44                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Evacuation des encombrants, matériaux ou produits                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Déchets produits par l'installation.</p> <p>Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.</p> <p>Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><u>Différenciation des encombrants</u><br/> Celle-ci n'est pas réalisée pour le moment à Vénissieux, car la mise en place d'une benne supplémentaire, avec un budget estimé de 100 k€, est encore à l'étude. La Métropole indique que 7 déchetteries métropolitaines sont déjà dotées de bennes encombrants supplémentaires, sachant que 2 nouvelles déchetteries en seront dotées en 2026 (Vaulx en Velin et Villeurbanne - Kruger).</p> <p>La Métropole indique également avoir mis en place courant 2025 un nouveau service pour l'enlèvement d'encombrants à domicile.</p> <p><u>Exutoires</u><br/> Les déchets collectés sur site sont ensuite acheminés vers des filières de traitement adaptées (exutoires) par le biais de sociétés prestataires (sociétés SERDEX pour les gravats, société RACINE pour les végétaux, société SERDEX pour les plâtres et bois, société ENVIE pour les D3E, société GR (ex-RDS) pour les encombrants (séparation ultérieure entre incinérable et résiduel), société SARPI pour les huiles de fritures / solvants / peintures / batteries au plomb, société FAURE pour les huiles de vidange, société COREPILE pour les piles usagées, société PAPREC pour le mobilier et papiers /cartons, société PURFER pour les métaux).</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au regard du retour d'expérience récent (incendie chez le site exutoire GR pour les encombrants en 2024), l'Inspection DREAL demande à la Métropole de Lyon de mobiliser les budgets nécessaires à la duplication des bennes d'encombrants sur le site de Vénissieux, mais également pour les autres déchetteries métropolitaines, et d'en transmettre la justification.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

|                                |
|--------------------------------|
| Proposition de délais : 2 mois |
|--------------------------------|

**N° 7 : Stockage DEEE**

|                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-1 |
|---------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage des DEEE |
|------------------------------------------------------------------------|

**Prescription contrôlée :**

Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.

Le respect de la disposition spéciale 670 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) est réputé satisfaisant à l'obligation mentionnée au premier alinéa de cet article.

**Constats :**

Lors de la visite terrain, l'inspecteur a constaté l'incohérence entre la zone de stockage des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) indiqué sur le plan transmis en amont de l'inspection, et le stockage pratiqué sur site.

En effet, les DEEE ne sont pas stockés dans le local dédié à l'entrée du site en raison d'une problématique d'intrusions récurrentes en dehors des heures ouvrées. Ces intrusions, qui ont pour objet de récupérer, principalement, des métaux et de l'électroménager, entraînent des dégradations du site (locaux, extincteurs,...) et de ses équipements, et pourraient avoir des conséquences néfastes pour l'environnement (rejets de substances dangereuses en milieu ou incendie).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'Inspection DREAL enjoint à la Métropole de sécuriser efficacement le site par tout moyen adapté (haies défensives, vidéo-surveillance, gardiennage,...), afin de prévenir tout incident ou accident.**

Dans l'attente, la Métropole et SERFIM seront vigilants quant aux bonnes conditions de stockage provisoire des DEEE.

|                                               |
|-----------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites |
|-----------------------------------------------|

|                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                       |
|---------------------------------------|
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois |
|---------------------------------------|